



# High Tech – No Rights?

Chers lecteurs et lectrices,

En 2007, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ont lancé la campagne «High Tech – No Rights?» pour attirer l'attention sur les conditions de travail précaires qui règnent dans les usines qui fabriquent nos ordinateurs. Dans le cadre de cette campagne, des milliers de consommateurs suisses ont envoyés des cartes postales aux firmes électroniques, demandant que celles-ci s'engagent dans un projet pilote de formation des ouvriers à leurs droits. Le premier projet-pilote de ce type vient de se terminer, sous la direction de notre organisation partenaire SACOM de Hongkong, dans deux usines chinoises fournissant Hewlett Packard. La démarche est progressiste: il s'agit de la première fois qu'un tel programme est réalisé dans le secteur électronique en Chine.

Dans cette newsletter, vous trouverez un résumé de ces projets, ainsi que diverses informations sur la campagne.

Vous souhaitez en savoir plus? Alors n'hésitez pas à nous contacter ou à consulter le site Internet de la campagne [www.fair-computer.ch](http://www.fair-computer.ch).

Bonne lecture;  
Pain pour le prochain/ Chantal Peyer et  
Action de Carême/ Valérie Trachsel

\*\*\*\*\*

## ACTUALITE DE LA CAMPAGNE - EN SUISSE

### 4 NOVEMBRE 2009 : JOURNEE D'INFORMATION SUR LES ACHATS PUBLICS DURABLES

*Action de Carême* et *Pain pour le prochain* organisent - avec la Communauté d'Intérêt Ecologie et Marché Suisse (CIEM) ainsi que la Fear Wear Fondation - une journée d'information sur les achats publics durables en suisse le **4 novembre 2009 à Lausanne (Centre pluriculturel et social d'Ouchy – CPO)**.

Des responsables de l'approvisionnement des collectivités publiques, de l'économie privée ou d'organisations non-gouvernementales donneront des informations sur les critères de durabilité dans les achats publics en mettant l'accent sur les critères sociaux.

Vous trouverez [ici](#) de plus amples informations sur le programme de cette journée ainsi que le talon d'inscription.

### LE GRAND CONSEIL ZURICHOIS S'INTERESSE AUX ACHATS PUBLICS DURABLES D'ORDINATEURS

Lors de sa séance du 7 septembre 2009, le Grand Conseil du canton de Zurich a transmis au Conseil d'État, par 88 voix contre 75, un postulat demandant une politique d'achats publics d'ordinateurs durable. Ce postulat a été déposé en mai 2008 par les Verts, les Verts libéraux et le Parti évangélique du canton de Zurich.

Il est encore trop tôt pour confirmer que le canton de Zurich n'achètera dorénavant que des ordinateurs produits dans le respect de la durabilité. Il faudra au préalable que le Conseil d'État étudie le postulat et présente sa réponse au législatif, avant que celui-ci prenne une décision définitive. Toutefois, l'appui de la majorité des député(e)s à la transmission du postulat à l'exécutif est un signe positif.

D'autres cantons et villes ont déjà soumis l'acquisition d'équipements informatiques au respect des normes fondamentales du travail de l'OIT. C'est le cas des cantons de Vaud et de Berne, ainsi que des villes de Zurich, de Lausanne, de Bienne et de Genève. La ville des bords de la Limmat s'efforce depuis quelques années déjà d'orienter sa politique d'achats publics vers la durabilité et demande à ses fournisseurs une preuve écrite, qui atteste du respect des normes du travail. Lisez [ici](#) pour en savoir plus.

## LES EPF ONT-ELLES QUELQUE CHOSE A CACHER AU PUBLIC ?

Neptun est un projet des EPF, qui permet de vendre des ordinateurs aux étudiant(e)s suisses. Quiconque s'intéresse aux critères sociaux et écologiques appliqués lors l'achat de ces équipements informatiques ne reçoit toutefois qu'une réponse nébuleuse.

Du fait du rattachement des EPF au Département de l'intérieur, il semblerait logique que ces hautes écoles appliquent la Stratégie du Conseil Fédéral pour le développement durable du Conseil fédéral. Dans cette stratégie, il est dit qu'en matière de consommation «la Confédération est appelée à montrer l'exemple en demandant des produits [...] fabriqués en conformité avec les exigences de l'économie, de l'environnement, de la santé et de la responsabilité sociale.»

La pratique d'achats de plusieurs villes suisses prouve que le respect des Conventions de l'OIT peut être un critère réaliste dans le cadre d'achats publics. Et montrent que l'application de critères de durabilité n'occasionnerait guère de frais supplémentaires aux EPF. Par contre, elle constituerait un avantage considérable pour les ouvriers et ouvrières des fabriques en Chine et ailleurs. L'opinion publique et les étudiant(e)s s'en féliciteraient aussi.

## FAIRTEC: UN LABEL ABUSIF DE FUST.

La dénomination FairTec à l'extérieur, ne signifie pas l'existence de l'équité à l'intérieur. En effet, selon une brève enquête d'*Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, la promesse contenue dans le label FairTec de Fust induit en erreur. Interrogé sur ce qu'il faut voir derrière cette appellation, le spécialiste de l'électronique a fourni une réponse décevante.

Depuis son rachat par Coop, Fust applique chez ses fournisseurs le code de conduite de Coop ([Business Social Compliance Initiative](#)- BSCI). Ce code contraint les entreprises à réaliser des audits chez leurs fournisseurs. Fust n'a cependant pas pu nous indiquer avec certitude si ces audits sont réalisés chez les fournisseurs de produits FairTec. L'explication fournie par l'entreprise est cousue de fil blanc: il lui serait pratiquement impossible de faire respecter systématiquement le code par ses fournisseurs, car elle passe ses commandes à brefs délais à des fournisseurs à chaque fois différents.

Si Fust voulait vendre des produits équitables, elle devrait non seulement adopter une politique de responsabilité sociale plus crédible, mais aussi nouer des relations stables et à long terme avec ses fournisseurs et leur passer des commandes assorties de délais réalistes. Nous avons demandé à Fust pourquoi l'entreprise vend des équipements informatiques sous le label FairTec alors qu'elle ne peut fournir aucune garantie quant aux conditions de production. Nous attendons toujours la réponse.

## ACTUALITE DE LA CAMPAGNE - A L'ETRANGER

### UN EMBRYON DE DIALOGUE ENTRE LES FIRMES ELECTRONIQUES ET LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE

Les 7 et 8 mai 2009, MakeITfair et GoodElectronics ont organisé à Amsterdam une rencontre entre 25 représentants d'entreprises électroniques et 35 représentants de syndicats et d'organisations de la société civile. Membre du comité d'organisation, *Pain pour le prochain* a participé à la rencontre, dans le cadre de la campagne « High Tech – No Rights?».

La rencontre a fait la part belle au débat sur les codes de conduite, et les mesures de mise en œuvre, dans l'industrie informatique. Elle avait aussi pour but d'améliorer la compréhension entre les firmes et les organisations de la société civile.

En dépit de nombreuses divergences d'opinion, les deux parties ont partagé un constat: les conditions de travail sont un sujet de préoccupation non seulement en période de haute conjoncture, mais aussi en temps de crise. Et les droits au travail ne doivent pas être négligés sous prétexte de crise financière, même si celle-ci a réduit la marge de manœuvre des entreprises.

MakeITfair et GoodElectronics ont rédigé un rapport sur la rencontre, que vous pouvez télécharger [ici](#).

### UN PROTOTYPE DISPARU DE IPHONE SE SOLDE PAR UN MORT

Apple aurait dû recevoir 16 prototypes du nouvel iPhone. Mais finalement seuls 15 d'entre eux ont pu être remis. La disparition inexplicable d'un iPhone a entraîné la mort de Su Danyong. Le jeune homme de 25 ans, employé chez Foxconn à Chenzhen et responsable de la remise des dits téléphones, s'est suicidé le 16 juillet. Foxconn rendait Sun responsable de la disparition de l'iPhone. En conséquence les forces de sécurité de Foxconn ont fouillé l'appartement de Sun, ont mené de longs interrogatoires avec lui et ont menacé de lui faire violence. Le jeune homme n'a pas résisté à la pression et il a sauté le lendemain, le 16 juillet, du douzième étage

de son immeuble.

Apple et Foxconn regrettent la mort de Sun. Un porte-parole de Foxconn a démenti que Danyong avait été maltraité durant les interrogatoires. Le directeur de la division de sécurité de Foxconn a cependant démissionné. Foxconn ne fournit pas seulement Apple en iPhones et en ordinateurs portables, mais fabrique également des composants de TI pour Sony et Lenovo. L'entreprise qui emploie plus de 300'000 personnes appartient aux plus grands producteurs mondiaux de pièces destinées à des ordinateurs ou à des appareils électroniques. Les conditions de travail sont, elles, nettement moins reluisantes. L'organisation China Watch a, une fois de plus, dans sa [dernière étude](#), rendu attentif aux mauvaises conditions de travail et à l'attitude inhumaine et discriminatoire des supérieurs face aux travailleuses et travailleurs dans les usines d'assemblage.

\*\*\*\*\*

## POINT FORT

### UN PROJET PILOTE EN CHINE CONTRIBUE A L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

C'est une première dans le secteur électronique en Chine : un projet pilote de formation des ouvriers et ouvrières à leurs droits au travail vient d'être conclu. Le représentant spécial des Nations Unies pour la question des droits de l'homme, des sociétés transnationales et autres entreprises, John Ruggie, a d'ores et déjà intégré ce projet dans son étude sur les mécanismes de plainte dans les entreprises.

Lors du lancement de la campagne «High Tech – No Rights?» d'Action de Carême et de Pain pour le prochain, en février 2007, les consommateurs et consommatrices suisses avaient envoyé plus de 10 000 cartes postales à cinq marques informatiques – Hewlett Packard, Dell, Fujitsu Siemens, Apple et Acer. Dans ces cartes, la demande que ces firmes s'engagent à mettre sur pied un projet de formation des ouvriers et ouvrières à leurs droits.

Six mois après le début de la campagne, Hewlett Packard (HP) s'est engagé à soutenir un projet de ce genre dans les usines de deux fournisseurs chinois. Les projets ont été coordonnés sur place par notre organisation partenaire SACOM (Students & Scholars Against Corporate Misbehavior).



### Delta Electronics

Dans la première usine, située dans la ville industrielle de Dongguan, l'organisation non-gouvernementale LESN, a réalisé une formation pour 1'549 ouvriers/ères. Durant cette formation, les travailleurs/euses ont pris connaissance de la loi chinoise du travail ainsi que du contenu du code de conduite qui a été adopté par leur usine (Electronic Industry Code of Conduct - EICC). Ils ont aussi abordé un certain nombre de problèmes très concrets, comme par exemple le paiement des heures supplémentaires.

En guise de conclusion, LESN a remis à chaque membre du personnel un manuel qui parle de l'EICC, du droit chinois du travail, des directives en matière de santé et de sécurité au travail et des dispositions légales relatives aux accidents et maladies professionnels. Après la formation les ouvriers/ères ont affirmé se sentir plus à même de communiquer avec la direction de l'usine.

LESN a aussi organisé des formations et discussions avec la direction, axés principalement sur l'amélioration de la communication entre celle-ci et le personnel.

L'intégration de la direction dans le projet s'est également avérée positive, puisqu'elle a favorisé d'autres mesures :

- Delta affirme vouloir réaliser certains modules de formation sur d'autres sites de production.
- Delta accepte de mener des discussions régulières avec els ouvriers conformément au droit chinois du travail.

La direction de l'usine a estimé qu'elle doit investir dans sa responsabilité sociale d'entreprise afin de rester concurrentielle sur le marché mondial.

[Etude sur Delta Electronics \(anglais\) »](#)



